



**ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES**

COMMUNIQUÉ de PRESSE

CP n° 19 du 21 novembre 2024

Budgets 2025 : vers une année intenable pour les universités

Alors que les établissements sont tous en train de finaliser leurs projets de budget pour l'année 2025, ils reçoivent seulement ces jours-ci les consignes du ministère sur leurs financements à venir. Le courrier, intitulé « Informations sur la préparation du budget initial 2025 » confirme nos craintes en y ajoutant de mauvaises surprises avec des mesures que le ministre n'a pas évoquées avec la CFDT lors de la rencontre bilatérale, alors que nous l'avions interpellé sur les difficultés budgétaires à venir pour les universités.

Les établissements sont désormais invités à construire le budget à partir de la dotation de base (« subvention pour charge de service public sociée ») reçue l'an dernier, amputée de 1% pour financer un prétendu fonds de solidarité entre établissements. Cela signifie, outre ce pourcentage manquant, que les financements spécifiques qui s'ajoutaient à cette base ne seront probablement pas reconduits. Autrement dit : pour 2025, plus de charges et moins de recettes !

Depuis déjà deux ans, l'État ne donne pas aux établissements le financement correspondant aux mesures salariales qu'il a décidées. Dans ce contexte, et alors que la masse salariale représente souvent plus de 80% du budget des établissements, la confirmation de la non-compensation de l'augmentation du CAS pension est une provocation. Cela va augmenter de 5,4% le coût pour l'établissement du traitement indiciaire des fonctionnaires sans que cela rapporte un euro supplémentaire aux agents. À ce compte-là, on ne voit pas quel établissement sera à même de présenter un budget à la fois sincère et en équilibre, sauf à faire des coupes drastiques dans les budgets au détriment des agents et des étudiant.e.s. Pour la CFDT, la création d'un fonds de solidarité entre établissements n'a aucun sens. Le ministère aggrave ainsi les difficultés qu'il prétend résoudre !

Comment peut-on accepter qu'un pays qui se veut une puissance économique, politique, démocratique, puisse se satisfaire que les difficultés financières de l'État ne soient levées qu'en faisant cracher au bassin des services publics déjà en sous-financement chronique, pour ne pas dire à l'agonie ?

Pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, ces mesures unilatérales vont dégrader les conditions de travail des personnels, risquent de se traduire par des fins de contrats pour des non titulaires. C'est aussi un grave renoncement à l'amélioration de la formation supérieure des jeunes générations, et au renforcement de la recherche universitaire.